



Ph. AFP

Rémunérer correctement les producteurs p. 10

Des plantes sauvages dans notre assiette p. 11

Attention au radon p. 11

Un voyage pour sensibiliser des élèves au Fairtrade

Le directeur de Fairtrade Belgium, Nicolas Lambert, entend parfois dire « on ne sait pas où va l'argent » dépensé dans le commerce équitable. Une critique à laquelle il entend bien répondre, en accompagnant un groupe d'adolescents à la rencontre de caféiculteurs au Rwanda.

Le café est l'un des produits phare du commerce équitable. En quelques décennies, il a permis à de nombreux producteurs de sortir de la pauvreté, et, plus globalement, de soutenir leurs communautés. « Le prix garanti par le label Fairtrade est un véritable plus pour les producteurs », rappelle Nicolas Lambert. Une prime est également versée aux coopératives afin qu'elles puissent investir dans des projets collectifs, comme la construction d'un puits, d'une école, l'achat de matériel collectif... « Pourtant, j'entends encore régulièrement des consommateurs qui me disent avoir des doutes sur la destination de l'argent », déplore-t-il.

En avril prochain, il accompagnera un groupe d'élèves d'une école de Jemappes lors d'un voyage scolaire au Rwanda. « C'est un projet qui est né de la volonté d'un groupe d'enseignants et d'éducateurs de l'école », explique Cécile Dufour, enseignante à l'Institut Saint Ferdinand. « On avait envie de confronter nos élèves, qui sont scolarisés dans une école à discrimination positive, à une autre réalité, en les mettant en contact avec des jeunes de là-bas. »

L'idée de faire un lien avec le commerce équitable s'est rapidement imposée. Les élèves ont déjà rencontré Nicolas Lambert, qui leur a expliqué le principe du label Fairtrade. « Certains en avaient déjà entendu

parler, mais pour d'autres, ça a été une découverte complète », explique l'enseignante. Pour le responsable de Fairtrade Belgium, la visite à la coopérative de Ruli, à quelques heures de route de Kigali, sera l'occasion de voir très concrètement ce que le fait d'acheter des produits labellisés change pour les producteurs. « Ils verront aussi que cette réussite est très fragile. Même si la coopérative des caféiculteurs de Ruli est un beau succès, cette amélioration du niveau de vie de la communauté reste très fragile », souligne-t-il.

Pour la plupart des élèves, ce genre de rencontre et de voyage sera une grande première. « Il a fallu trouver des solutions pour le financement », explique leur professeur. L'école a organisé différentes actions, notamment avec le soutien de leur parrain, le Diable Rouge Marouane Fellaini. Étant un ancien élève de l'Institut, il leur a offert quelques tee-shirts signés comme cadeau pour une tombola. Le groupe de jeunes a organisé divers événements pour récolter de l'argent. Au final, le séjour devrait revenir à un peu plus de 800 € par élève. « Comme le projet s'étale sur deux ans, on a aidé certains élèves à trouver un job d'été afin de réduire le problème financier », souligne Cécile Dufour. Histoire de rendre le projet et les rencontres qui vont avec, accessibles à un maximum d'élèves.

(cg)

ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN QUIET.BRUSSELS

De jour comme de nuit, Bruxelles bouge, vit et fait donc du bruit ! Transports, vie sociale et culturelle, activités économiques, voisinage... sont autant de sources de plaisir et d'échanges. Mais à côté des bruits assumés, agréables à entendre, d'autres bruits, excessifs, représentent une réelle pollution acoustique.

Pour assurer un développement économique, social et culturel conciliable avec un environnement sain, la Région de Bruxelles-Capitale a élaboré le nouveau PLAN QUIET.BRUSSELS.

Ses objectifs : réduire les effets du bruit sur la santé, permettre à chacun d'avoir accès au calme et maintenir l'attractivité de la ville. Bruxelles veille à vos oreilles : ensemble, imaginons de meilleurs environnements sonores pour demain !

15 OCTOBRE
15 DÉCEMBRE 2018

Votre avis nous intéresse !

Avant d'être adopté par le Gouvernement, le projet de PLAN QUIET.BRUSSELS est soumis à une enquête publique auprès des habitants de la Région du 15 octobre au 15 décembre 2018.

Vous souhaitez réagir, donner votre avis ?

Écrivez à quietbrussels@environnement.brussels ou à Bruxelles Environnement, PLAN QUIET.BRUSSELS, avenue du Port 86/3000 à 1000 Bruxelles.

Vous voulez en savoir plus ?

Le projet de plan est téléchargeable sur www.environnement.brussels/quietbrussels. Vous pouvez aussi le consulter dans les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ou au Centre d'information de Bruxelles Environnement (1er étage av. du Port 86/3000 à 1000 Bruxelles) du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h. Des explications techniques peuvent être obtenues sur rendez-vous le mercredi après-midi (prise de rendez-vous : quietbrussels@environnement.brussels)

02 775 75 75 • ENVIRONNEMENT.BRUSSELS

JOURNÉE MONDIALE DU CHOCOLAT ET SEMAINE DU COMMERCE ÉQUITABLE

Un prix minimum pour les producteurs



Les produits issus du commerce équitable connaissent chaque année une croissance des ventes. Il reste pourtant beaucoup à faire pour sortir les producteurs de la pauvreté et leur donner un revenu décent. Nicolas Lambert, directeur de Fairtrade Belgium, plaide pour l'extension du système de prix minimum garanti.

Comment évolue le marché du commerce équitable ?

« Globalement, il y a cette année encore une croissance de 10 %. C'est dans la lignée de ce

qu'on a observé les années précédentes. C'est une belle croissance, dans un marché, celui des biens de grande consommation, qui stagne. En valeur, cela représente environ 145 millions €. C'est important, cela veut dire que le commerce équitable n'est plus un marché de niche. Mais ça reste assez léger par rapport à ce que pèse l'ensemble du marché agroalimentaire. Il nous reste beaucoup à faire. »

Le cacao est l'un des produits emblématiques du secteur. Comment expliquer cela ?

« Cela vient, entre autres, du fait que le chocolat est un secteur avec un 'modèle en sablier'. On a, d'un côté, de nombreux consommateurs, et de l'autre, de nombreux producteurs. Entre les deux, on retrouve quelques grosses entreprises. Par leur taille, elles ont un rôle majeur dans la fixation du prix. Cette structure explique le déséquilibre entre le prix payé par le

« Il faut un prix minimum pour sortir les producteurs de la pauvreté »

consommateur au bout de la chaîne, et le prix payé au producteur. Cela se constate aussi dans le domaine des bananes et du café, d'autres produits emblématiques du commerce équitable. »

Ces intermédiaires apportent, eux aussi, de la valeur au produit qui sera vendu...

« Tout à fait, et il est normal qu'ils touchent une partie de la valeur ajoutée. Mais cette répartition doit être équitable. Pour le moment, les producteurs ne touchent que 6 à 7 % de la valeur ajoutée créée, c'est très peu. Dans ces conditions, il est difficile pour eux de sortir de la pauvreté. »

En quoi la labellisation commerce équitable peut-elle les aider ?

« Le label assure un prix de vente minimum pour le producteur et une prime pour la coopérative (voir ci-contre). Dans le cadre de la labellisation, nous aidons également les producteurs à améliorer leur productivité. Si on prend l'exemple du chocolat, il y a actuellement une grande différence de productivité entre l'Amérique du Sud, avec plus de 1.000 kg par hectare, et l'Afrique de l'Ouest, avec près de 450 kg sur la même surface. »

Augmenter la productivité des agriculteurs est souvent mis en avant par les grandes entreprises qui communiquent sur



Les SDG

Les objectifs de développement durable (SDG) ont été adoptés en 2015 par l'Onu. Le commerce équitable est un type de commerce qui permet d'atteindre l'ensemble des SDG, et tout particulièrement deux d'entre eux. Le SDG 2, qui vise à éliminer la faim et promouvoir une agriculture durable, puisque le commerce équitable vise à garantir des salaires décent. Et le SDG 8, qui promeut une croissance économique soutenue, partagée, et durable, puisque le label Fairtrade favorise les relations à long terme entre acteurs économiques. Par ailleurs, la semaine du commerce équitable, programmée du 3 au 10 octobre, sera l'occasion pour Oxfam Magasins du monde de lancer une pétition pour un secteur du cacao plus respectueux des droits humains et de l'environnement.

/// www.sdg.be

Le commerce équitable, comment ça marche ?

Un prix minimum : Les produits vendus avec le label Fairtrade ont été achetés à un prix minimum au producteur. Cela doit lui assurer un niveau de vie décent. Pour le café, c'est 1,3 \$ par livre. Le cours du marché est actuellement inférieur à 1 \$. Grâce au label, le producteur va donc quand même recevoir 1,3 \$. Lorsque le prix du marché dépasse ce seuil minimum, le marché reprend son rôle et fixe le prix.

La prime Fairtrade : Les produits vendus avec le label Fairtrade entraînent également le versement d'une prime. Celle-ci est versée sur un compte séparé, et finance le plan de développement durable que chaque coopérative labellisée doit avoir adopté. Cela peut servir pour des projets sociaux, comme construire des écoles, un puits... Mais aussi pour des projets écono-



Ph. D.R.

miques, comme acheter un camion pour ne plus dépendre d'un prestataire extérieur, une formation pour améliorer la productivité, etc.

leur politique de développement durable.

« C'est effectivement une solution, c'est pour quoi nous y travaillons. Mais il ne faut pas suivre uniquement cette piste. Si on augmente la productivité sans que la demande ne fasse de même, on va se retrouver avec une baisse des prix sur le marché, et rien ne va changer pour les producteurs. C'est ce qu'il vient de se passer avec le cacao, qui a connu une saison 2016-17 difficile. Il est donc indispensable, en parallèle, de travailler à la fixation d'un prix minimum. Il n'y a que comme cela que les producteurs du sud verront leur qualité de vie augmenter. »

Camille Goret
@Camille_Goret